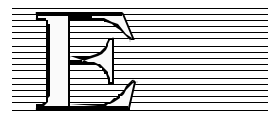




**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: GENERALE

E/ECA/CM.37/6
4 mai 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-troisième réunion du Comité d'experts de
la Conférence des ministres africains des finances,
de la planification et du développement économique

Kampala
18 - 20 mai 2004

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trente-septième session de la Commission/Conférence
des ministres africains des finances, de la planification
et du développement économique

Kampala
21 - 22 mai 2004

**RAPPORT ECONOMIQUE SUR L'AFRIQUE 2004 :
EXPLOITER LE POTENTIEL COMMERCIAL DE L'AFRIQUE DANS LE CON TEXTE
DE L'ECONOMIE MONDIALE**

VUE D'ENSEMBLE

**Rapport économique sur l'Afrique 2004 :
Exploiter le potentiel commercial de l'Afrique dans le contexte
de l'économie mondiale**

Vue d'ensemble

Mise en place du cadre pour réussir l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale...

Après 50 ans de progrès très importants, l'avenir du système multilatéral de négociations commerciales est actuellement entouré de grandes incertitudes. L'échec de la Réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tenue à Cancún a exercé des pressions sur les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour qu'ils réduisent les subventions agricoles et les autres mesures internes d'appui qui créent une distorsion des échanges mondiaux et contribuent à la marginalisation de l'Afrique dans le système commercial international.

Le *Rapport économique sur l'Afrique 2004* estime que les politiques commerciales de l'OCDE représentent un obstacle sérieux pour l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. Les exportations africaines ont été handicapées par certaines politiques des pays industriels, telles que l'escalade tarifaire, les pics tarifaires et le protectionnisme agricole. Par ailleurs, le Rapport fait valoir que la situation intérieure doit être sérieusement améliorée, surtout du côté de l'offre, pour que le continent puisse renforcer sa position dans l'économie internationale. La faiblesse des infrastructures et des services de facilitation des échanges, ainsi que le manque de capitaux physiques et humains, constituent des obstacles majeurs au développement du secteur des exportations. Le Rapport examine donc ce que l'Afrique doit faire pour remettre de l'ordre dans la maison, de manière à tirer parti des occasions actuelles et futures offertes par le système commercial mondial. Il traite également des questions fondamentales pour les décideurs africains concernant les réformes en cours.

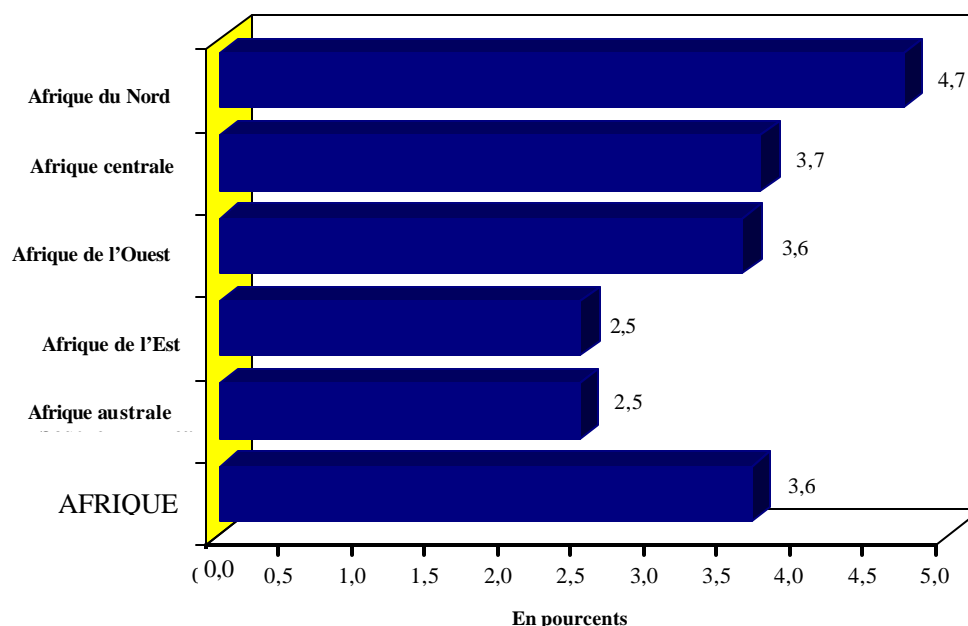
Pour que des progrès puissent être réalisés, l'Afrique doit faire des efforts concertés pour réformer les économies africaines grâce à une vaste diversification de ses structures de production. Il est évident que l'Afrique doit également adopter des politiques plus dynamiques afin de promouvoir l'intégration du continent dans l'économie mondiale. En tenant compte de ces objectifs, le Rapport économique sur l'Afrique de cette année contribue au débat sur la manière de renforcer des domaines tels que les politiques énergétiques, la facilitation des échanges, et la compétitivité.

Les performances économiques s'améliorent, mais sont encore insuffisantes...

Malgré l'insuffisance des progrès en vue de parvenir aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la persistance de graves problèmes politiques, sociaux et économiques dans le continent, le message global qui émane du Rapport a un ton optimiste. Contrairement à l'impression du public, ces dernières années, l'Afrique a accompli des progrès, après les décennies perdues des années 80 et 90. En 2003, l'Afrique était la deuxième région ayant la croissance la plus rapide dans le monde en développement, après l'Asie de l'Est et du Sud. Cette croissance élevée a été étayée par l'augmentation des prix et de la production du pétrole, la hausse des prix des produits de base, le volume plus élevé des investissements étrangers directs, l'amélioration de la gestion macroéconomique, et de bonnes conditions climatiques. Par

conséquent, le taux de croissance du PIB en termes réels a été de 3,6% en 2003, par rapport à 3,2% en 2002, l'Afrique du Nord enregistrant des résultats particulièrement vigoureux (avec un taux de 4,7%). L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale ont également eu des taux de croissance respectables, supérieurs à 3,5%. En revanche, les taux de croissance en Afrique de l'Est et en Afrique australe n'ont pas dépassé 2,5% (voir figure 1.1).

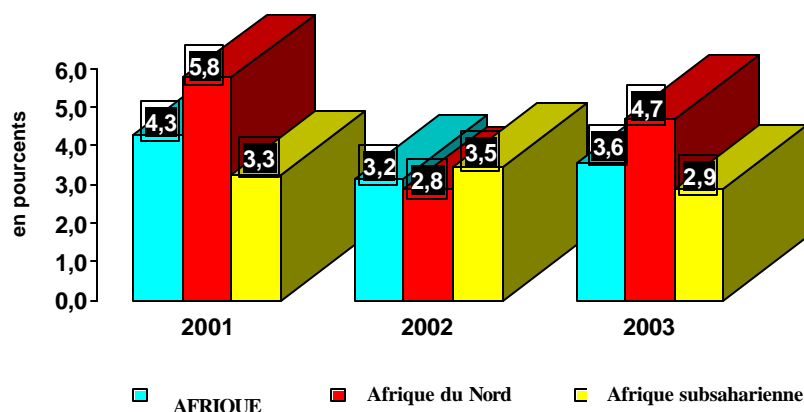
Figure 1.1 : L'Afrique du Nord a eu les meilleures performances économiques sous-régionales en 2003



L'année dernière, le continent africain dans son ensemble a continué à avoir de bons indicateurs essentiels macroéconomiques. Les déficits budgétaires ont été dans une large mesure maîtrisés, malgré les difficultés rencontrées par de nombreux pays pour équilibrer l'augmentation des dépenses consacrées à la réduction de la pauvreté, comme il est prévu dans leurs Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), et préserver la stabilité macroéconomique. L'inflation a légèrement augmenté en passant à 10,6%, contre 9,3% en 2002, ce qui était dû à la hausse des prix des denrées alimentaires causée par de mauvaises conditions climatiques dans certaines parties de l'Afrique, à l'augmentation des prix du pétrole importé et à la dépréciation de la monnaie dans plusieurs pays. Le déficit de la balance régionale des comptes courants est passé de 1,6% du PIB en 2002 à 0,7% du PIB en 2003, ce qui était dû au niveau élevé des prix du pétrole et des produits de base ainsi que des envois de fonds des travailleurs.

D'autre part, certains pays ont connu de graves reculs économiques. Pas moins de sept pays africains ont enregistré des taux de croissance négatifs, alors qu'il n'y en avait eu aucun en 1999 et un seul en 2000. En outre, lorsqu'on établit une comparaison avec les chiffres de la croissance en 2001 et 2002, il devient évident qu'il y a eu une légère détérioration des performances économiques globales en Afrique subsaharienne, le taux étant passé de 3,5% en 2002 à 2,9% seulement en 2003 (voir figure 1.2).

Figure 1.2 : Taux de croissance économique en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, de 2001 à 2003



Il faut toutefois avoir présent à l'esprit qu'il ne s'agit pas de chiffres par habitant. Avec un taux de croissance démographique de 2,0% en Afrique du Nord et de 2,2% en Afrique subsaharienne, ces deux sous-régions ont actuellement les taux les plus élevés du monde, soit plus du double de la moyenne mondiale (1,2%). Par conséquent, les taux de croissance réelle par habitant en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne en 2003 sont d'environ 2,7% et 1,7%, respectivement, soit des taux qui sont nettement insuffisants pour parvenir à l'objectif du Millénaire pour le développement concernant la réduction de la pauvreté.

L'établissement d'une nouvelle Commission pour l'Afrique, lancée par le Premier Ministre britannique Tony Blair en mars 2004, est une reconnaissance explicite et importante de la nécessité de s'attaquer au problème des faibles performances de l'Afrique. Cela devrait renforcer les principes et les actions du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Le Secrétaire exécutif de la CEA, K.Y. Amoako, a fait observer récemment que:

« la communauté internationale et l'Afrique ont reconnu l'importance centrale d'un partenariat pour parvenir aux objectifs du NEPAD, mais nous devons maintenant centrer nos efforts sur la mise en œuvre et l'action...nous devons convenir de ce que nous pouvons réellement apporter aux peuples de l'Afrique ».

Le continent attend avec impatience le « dividende de la paix »...

L'une des principales raisons des faibles performances économiques de l'Afrique a été la persistance des conflits militaires. Par exemple, la crise politique en Côte d'Ivoire a eu un impact significatif sur la situation sociale et économique de pays voisins comme le Mali et le Burkina Faso. Au début des années 90, après la fin de la Guerre froide, de nombreux analystes politiques avaient prévu un « dividende de la paix » substantiel grâce au règlement de nombreux conflits historiques qui avaient dévasté la région et, par la suite, un redressement économique, politique et social. Toutefois, comme nous le savons maintenant, ce « dividende de la paix » ne s'est jamais matérialisé. Les années 90 ont connu le plus grand nombre de conflits depuis les indépendances, et les performances économiques ont été peu brillantes. Les responsables africains sont parfaitement conscients du fait que des améliorations substantielles de la situation économique et sociale de leurs populations dépendent du maintien de la paix. Sans la paix, les résultats obtenus sont faibles ou nuls.

En 2003, il y a eu des améliorations considérables dans plusieurs zones d'instabilité politique. Le Gouvernement soudanais et le principal parti d'opposition rebelle ont franchi une étape cruciale en vue de la conclusion d'un accord de paix formel qui mettrait fin à la guerre civile la plus longue en Afrique. Après le départ en exil de l'ex-président libérien Charles Taylor, on espère assister à un affaiblissement des guerres civiles dans les pays voisins. En novembre 2003, le Gouvernement burundais a signé un accord de paix avec le principal groupe rebelle pour mettre fin à la guerre civile dans le pays ; et il a pris des mesures pour intégrer les anciens rebelles dans le processus politique démocratique. L'Ouganda et le Rwanda ont retiré leurs troupes de la République démocratique du Congo (RDC), ouvrant ainsi la voie à la réconciliation. Les transitions politiques pacifiques en Angola et en RDC donnent déjà des résultats positifs. L'Angola a attiré un volume substantiel d'investissements étrangers directs au cours de l'année et la croissance de son PIB a dépassé les 12%. Le taux de croissance économique de la RDC a dépassé les 5% et le pays est sur la voie de la stabilité macroéconomique grâce à un taux d'inflation inférieur à 10% en 2003, ce qui représente un progrès remarquable étant donné qu'en 2000 le taux d'inflation était supérieur à 500%.

La persistance de l'instabilité politique au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire est inquiétante. Au Zimbabwe, les indicateurs macroéconomiques se sont fortement détériorés et, en 2003, le taux d'inflation a atteint 420%, le déficit budgétaire est passé à 7,1% du PIB, et l'économie s'est contractée pour la cinquième année consécutive. En Afrique de l'Ouest, étant donné que la Côte d'Ivoire est un centre de transports régional important, les effets de la crise dans ce pays ont entraîné des ralentissements importants dans les économies de pays voisins comme le Burkina Faso et le Mali. Dans d'autres sous-régions également, la persistance d'un certain nombre de conflits à faible intensité (par exemple, en Ouganda et au Soudan) a continué à entraver les progrès dans les domaines social, économique et politique.

Les activités récentes de recherche empirique ont montré comment l'instabilité politique a des effets négatifs sur le développement humain ainsi que sur la croissance du PIB et des exportations en Afrique.¹ De toute évidence, il sera difficile d'obtenir une amélioration du développement économique et humain en Afrique si tous les acteurs politiques impliqués (politiciens, société civile, gouvernements étrangers, organisations internationales) ne font pas des efforts concertés pour résoudre ces conflits.

Un appui extérieur insuffisant et imprévisible entrave les progrès...

Le concept de NEPAD avait pour idée centrale qu'en plus de la mise en œuvre des réformes internes appropriées, l'Afrique avait besoin d'un appui extérieur substantiel pour faire de la renaissance africaine un projet viable. A la Conférence sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexique) en 2002, les pays industrialisés se sont vigoureusement engagés à accroître la quantité et la qualité des flux de l'aide publique au développement (APD) en faveur de l'Afrique. Toutefois, avec un niveau de 19,4 milliards de dollars E.U. en 2001, les flux de l'APD sont toujours nettement inférieurs à leur valeur maximale atteinte en 1990 (CEA, 2003). On estime que les pays africains devraient recevoir de 20 à 25 milliards de dollars supplémentaires par an pour pouvoir atteindre les objectifs du Millénaire.

Le Rapport met en évidence un certain nombre de contradictions sous-jacentes dans le discours des donateurs. Par exemple, bien qu'on reconnaisse officiellement son rôle central dans toute stratégie de développement, la question de l'égalité des sexes reçoit relativement peu

d'appui, et à peine 81 millions de dollars d'APD ont été affectés à des projets dans le domaine de la parité des sexes dans toute l'Afrique. De même, bien qu'il y ait eu une augmentation satisfaisante de l'APD destinée à lutter contre la pandémie de sida, seul un appui minimal a été fourni pour la lutte contre le paludisme, qui reste l'une des principales causes de décès en Afrique subsaharienne.

L'aide liée est une autre préoccupation majeure. L'aide liée (c'est-à-dire l'APD fournie à condition que le bénéficiaire achète des produits exportés par le pays donateur) réduit de 25 à 40% la valeur de l'aide pour le pays bénéficiaire,² en l'obligeant à acheter des produits importés à des prix non compétitifs. Il faut toutefois reconnaître que certains donateurs ont fait d'importants progrès. Par exemple, le Royaume-Uni, la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas ont fourni plus de 90% de leur APD sous forme d'aide non liée en 2001. Néanmoins, d'autres pays continuent à insister pour qu'un pourcentage élevé de leur aide soit utilisé pour acheter auprès de leurs propres producteurs des produits exportés. Cela met en évidence une question importante qui occupe une place centrale dans le Rapport économique sur l'Afrique de cette année, à savoir que ce n'est pas tellement le volume des échanges qui est important, mais plutôt leurs aspects qualitatifs, qui font une différence notable du point de vue du développement.

Difficultés rencontrées sur la voie de la libéralisation de l'agriculture des pays du Nord...

Il y a eu ces dernières années un certain nombre d'initiatives visant à améliorer l'accès aux marchés pour les pays en développement les plus pauvres. L'Initiative « Tout sauf les armes » de l'Union européenne et la Loi des États-Unis sur la croissance et les potentialités de l'Afrique (AGOA) en sont deux exemples notables (encadré 1.1). Les évaluations préliminaires de ces deux initiatives montrent qu'il y a eu des gains modestes, quoiqu'importants, pour certains pays subsahariens.³ En ce sens, ces deux initiatives créent des précédents encourageants pour la libéralisation future des marchés industriels et agricoles des pays membres de l'OCDE. Toutefois, étant donné qu'aucune de ces initiatives n'implique l'élimination des subventions agricoles préjudiciables, elles ne satisfont pas les besoins de l'Afrique pour la réalisation de son potentiel d'exportation. Par exemple, en raison des subventions élevées octroyées aux producteurs locaux des États-Unis et de l'Union européenne, les coûts entraînés par le faible niveau du cours du coton pour un pays comme le Mali ont été estimés à 43 millions de dollars en 2001. Il se fait que cela correspond exactement au montant de l'allègement de la dette reçu par le Mali de la Banque mondiale et du FMI au cours de la même année dans le cadre de l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) (Oxfam, 2002).

Encadré 1.1 : L'impact de la loi AGOA : Quelques résultats encourageants, mais il reste encore beaucoup à faire

La Loi des États-Unis sur la croissance et les potentialités de l'Afrique (AGOA) a été promulguée le 18 mai 2000. Selon le site web AGOA (www.agoa.gov), « la Loi offre aux pays africains des incitations concrètes pour qu'ils poursuivent leurs efforts en vue d'ouvrir leur économie et de former des marchés libres ». Cependant, étant donné que la plupart des pays africains bénéficient déjà d'un traitement préférentiel en raison de leur appartenance aux pays les moins avancés, les préférences offertes aux pays africains pour la plupart des produits ne représentent pas une amélioration considérable par rapport aux accords existants du Système généralisé de préférences. Il y a évidemment des exceptions

et, pour certains produits comme les textiles et les vêtements, pour lesquels les tarifs et les contingents sont plus élevés, il y a beaucoup d'avantages à participer au programme.

Il y a des indications selon lesquelles certains pays africains ont bénéficié de l'accord d'accès. Par exemple, les exportations sud-africaines vers les États-Unis au titre de la loi AGOA ont été de 45% plus élevées en 2002 qu'au cours de l'année précédente⁴. Le Nigéria a également fortement bénéficié de ses relations commerciales avec les États-Unis, qui ont représenté plus de 60% de toutes les exportations AGOA vers ce pays (bien que la majorité de ces échanges concernent l'industrie pétrolière). Il y a également des indications selon lesquelles les pays bénéficiaires ont enregistré une augmentation des investissements étrangers directs liés aux exportations dans le cadre de la loi AGOA. Par exemple, des entreprises de la province chinoise de Taïwan sont les principaux investisseurs dans l'industrie de la confection au Lesotho.

Néanmoins, tout cela doit être placé dans le contexte d'une réduction de 15% du total des importations américaines à partir de l'Afrique subsaharienne en 2002⁵. Des activités systématiques de recherche aboutissent certainement à une conclusion plus pessimiste au sujet de l'impact de la loi AGOA. Premièrement, les bénéfices sont limités parce que seuls des produits « non sensibles » sont inclus dans l'accord. Deuxièmement, des règles d'origine excessivement rigoureuses et la liste limitée des pays qui peuvent bénéficier du régime spécial de préférences concernant les textiles réduisent l'utilité du programme pour les producteurs de textiles africains. Troisièmement, le régime vient à expiration en 2008, ce qui atténue évidemment l'enthousiasme des investisseurs potentiels. En dernier lieu, il y a des préoccupations selon lesquelles les avantages de la loi AGOA seront dilués si le Gouvernement des États-Unis négocie des accords de libre-échange avec d'autres régions telles que le Moyen-Orient et l'Amérique centrale.

Afin d'améliorer l'impact de la loi AGOA sur le développement et les échanges, il serait positif que le Gouvernement des États-Unis accepte certaines des recommandations faites par la Commission des États-Unis sur les flux de capitaux, telles qu'une prolongation des avantages de la loi AGOA jusqu'en 2018 et un élargissement des préférences à tous les produits exportés par l'Afrique.

Sources: Mattoo, Roy and Subramanian (2003), CNUCED (2002) et CNUCED (2003b), Département du commerce des États-Unis (2003) et Commission des États-Unis sur les flux de capitaux vers l'Afrique (2003)

Une étude qui sera publiée prochainement par la CEA révèle l'étendue des avantages qui pourraient être obtenus par les pays africains si les pays membres de l'OCDE parvenaient à libéraliser entièrement leur agriculture.⁶ En utilisant un modèle d'analyse des politiques commerciales mondiales, qui est un outil multisectoriel et multirégional largement utilisé par les analystes des échanges afin d'examiner l'impact des politiques commerciales, l'étude analyse trois scénarios différents de réforme commerciale, qui reflètent des degrés différents de libéralisation des échanges. Ces degrés sont une libéralisation « faible », « modeste » et « complète ».⁷ Dans la version statique du modèle, l'étude constate qu'une libéralisation complète des échanges permettrait d'accroître le bien-être (revenu) mondial de 0,3%, tout en faisant augmenter annuellement de 0,7% les revenus de la région africaine. Toutefois, les bénéfices en termes absolus pour l'Afrique subsaharienne sont tout à fait modestes – quelque

704 millions de dollars – par rapport, notamment, à des bénéfices de 15,9 milliards de dollars pour les 15 membres de l'Union européenne. L'étude montre également que les bénéfices tirés de la libéralisation augmentent avec la profondeur des réformes. Si l'Afrique du Nord bénéficie de tous les scénarios de libéralisation, l'Afrique subsaharienne et l'Afrique australe subissent des pertes lorsque la libéralisation n'est que partielle. Cela est dû dans une large mesure aux effets de l'érosion des préférences, étant donné que de nombreux pays africains sont des bénéficiaires importants des arrangements actuels d'échanges préférentiels. Des réformes concernant l'accès partiel aux marchés (le scénario «modeste ») auraient donc pour effet d'accroître le niveau de concurrence auquel ils doivent faire face sur les marchés d'exportation.

Toutefois, lorsque le modèle est modifié pour tenir compte des effets dynamiques, l'étude constate qu'il y a une augmentation substantielle des bénéfices des réformes commerciales pour toutes les régions du monde.

Pour la sous-région de l'Afrique subsaharienne, les gains de bien-être découlant de la libéralisation complète passent de 704 millions de dollars dans le modèle statique à 4,3 milliards de dollars dans le modèle dynamique. C'est-à-dire que les gains pour l'Afrique subsaharienne dans le modèle dynamique sont environ six fois plus grands que dans le modèle statique. L'énorme augmentation de ces gains dans le modèle dynamique est due à l'impact de l'accumulation de capital. Les résultats soulignent donc l'importance de compléter la libéralisation des échanges par des politiques d'augmentation des investissements.

Une libéralisation agricole plus poussée peut avoir des effets négatifs – les conclusions de l'opération de simulation montrent que les réformes peuvent forcer les pays à se spécialiser davantage dans la production de biens agricoles. En particulier, elles entraînent une contraction des activités industrielles dans la région et l'affectation des ressources à la production de produits de base comme les céréales, le sucre et le coton. Bien que cette évolution de la spécialisation soit dictée par un avantage comparatif, elle est inquiétante parce qu'une dépendance excessive vis-à-vis des produits de base accroît la vulnérabilité de la région. Ces conclusions démontrent qu'il est urgent d'adopter des politiques visant à promouvoir la diversification des exportations en abandonnant les produits de base en faveur des industries et des services qui ont une plus grande valeur ajoutée.

Aller au-delà de la production de matières premières...

Dans le passé, un certain nombre de rapports de la CEA ont analysé comment la forte dépendance de l'Afrique vis-à-vis des matières premières comme source de recettes d'exportation a eu pour effet de rendre le continent vulnérable aux fluctuations des marchés et aux conditions climatiques.⁸ La volatilité des prix, qui est due principalement aux chocs de l'offre et au déclin de longue date des cours réels des produits de base ainsi que les pertes dues aux termes de l'échange ont entraîné des coûts élevés en ce qui concerne les revenus, l'endettement, l'investissement, la pauvreté et le développement.⁹ Selon une étude de la Banque mondiale, pour les pays africains qui n'étaient pas exportateurs de pétrole, les pertes cumulatives dues aux termes de l'échange entre 1970 et 1997 ont représenté près de 120% du PIB - une réduction massive et persistante du pouvoir d'achat. Selon la même étude, des pertes de cette ampleur éliminent presque entièrement les bénéfices d'une augmentation substantielle de l'aide fournie au continent à partir de 1973.¹⁰ L'évolution n'a pas été beaucoup plus encourageante pour des producteurs de pétrole comme le Nigéria, le Gabon ou l'Angola ; malgré les bénéfices tirés de gains importants dus aux termes de l'échange, les revenus provenant des exportations de

pétrole n'ont été utilisés ni pour financer la diversification structurelle requise de l'économie ni pour placer ces pays sur la voie du développement durable.

Le conseil le plus logique en matière de politiques qui découle de cette situation, aussi bien pour les pays producteurs que pour les pays importateurs de pétrole, est que l'Afrique doit se diversifier en s'écartant des produits agricoles et autres produits de base et en s'orientant vers des secteurs qui ont une valeur ajoutée plus élevée. Cela montre qu'il faut une stratégie cohérente pour promouvoir la diversification. Cette stratégie est d'autant plus nécessaire dans le contexte de l'impasse apparente concernant les négociations dans le cadre de l'OMC : non seulement les pays membres de l'OCDE semblent peu disposés à réduire les subventions à l'exportation de leurs produits agricoles, mais la suppression des mesures d'appui agricole internes (comme la Politique agricole commune de l'UE) est également insoutenable politiquement pour la plupart des pays du Nord. L'impasse entre les pays d'Afrique de l'Ouest et les États-Unis au sujet des subventions pour le coton montre bien que les pays membres de l'OCDE ne sont pas disposés à réduire leurs subventions.

Ainsi, il est d'autant plus urgent de conjuguer les efforts pour diversifier le commerce. Ces 20 dernières années, nombre de pays africains ont cessé toute assistance financière et technique à l'industrie nationale. Or, cette assistance ne devrait pas être sujet à controverse:

- Des arguments solides d'ordre théorique et empirique militent en faveur d'interventions sélectives pour pallier les insuffisances du marché et des institutions et renforcer les capacités nécessaires pour promouvoir le développement du secteur des exportations.¹¹
- Pour nombre de partisans de l'économie de marché et de critiques des politiques industrielles, l'Etat n'est pas capable de "choisir le cheval gagnant". Il est vrai qu'il en a souvent été ainsi dans le passé. Toutefois, de solides arguments pourraient militer en faveur d'une politique d'industrialisation plus générale visant certains types d'activités (par exemple, l'investissement, la R-D, la formation, etc.) et non des interventions sélectives destinées à appuyer telle ou telle industrie ou entreprise. Il s'agit, en fait, de la voie suivie par des pays industrialisés tels que les États-Unis, qui ont pris de nombreuses mesures destinées à appuyer des programmes nationaux de R-D et des projets d'infrastructure, et ont adopté un système complexe d'allégements fiscaux, etc.¹²
- Différents ministères sont chargés de définir les politiques nécessaires à l'amélioration de la compétitivité des économies africaines. Les différents ministères -commerce, emploi, éducation, agriculture, et transports, etc.- doivent s'employer à élaborer des politiques cohérentes.

Toutefois, il est clair que, même si les réformes et les programmes initiaux sont peu importants, il faudrait du temps pour mettre en œuvre ces politiques. Aussi, le principe du « traitement spécial et différencié » continue-t-il de revêtir une grande importance pour les pays africains. Les pays industrialisés doivent savoir que, pour libéraliser l'économie, il convient d'accorder un délai assez long aux pays africains afin de leur permettre de renforcer leurs capacités en matière d'offre et de faire face, comme il convient, à la concurrence internationale.

Enseignements tirés de l'expérience des pays d'Asie...

L'expérience des pays d'Asie est instructive à cet égard. Ces pays ont adopté des politiques commerciales dynamiques qui leur ont permis de connaître une forte croissance, en recourant à un ensemble complexe de mesures de libéralisation et de contrôle, parfois excessif, des relations entre leur économie et le reste du monde. La nature des relations extérieures dans ce contexte n'est ni définitive ni mondiale, en ce qui concerne les stratégies dynamiques. Au contraire, elle évolue au fil du temps, se diversifie en fonction des secteurs concernés, et diffère même à l'intérieur d'un secteur donné.¹³

Dans un premier temps, pour expliquer le «miracle asiatique», l'accent a été mis sur l'ouverture apparente des économies asiatiques sur les marchés extérieurs à la différence des politiques de substitution des importations mises en œuvre par les pays africains. Les succès obtenus par les pays asiatiques s'expliqueraient par la neutralité de l'Etat à l'égard des secteurs économiques, ce qui a permis à ces pays de laisser les avantages comparatifs déterminer la composition de la production et des exportations. L'Etat pourrait faire preuve de neutralité en appliquant les mêmes taux de change aux exportations et aux importations et en alignant les prix intérieurs sur les cours mondiaux.

Encadré 1.2 Le cas mauricien

Ces deux dernières décennies, Maurice a connu une réussite extraordinaire sur le plan économique, ce qui explique sa place au premier rang des pays africains dans l'Indice de compétitivité commerciale et l'Indice de viabilité institutionnelle ainsi que l'Indice de viabilité économique de la CEA (CEA, 2003). Son économie repose sur trois piliers : le sucre, les zones franches industrielles et le tourisme. Contrairement à une idée reçue, le pays applique un régime commercial fort restrictif, le marché étant relativement fermé aux importations. Toutefois, les pouvoirs publics ont laissé le secteur des exportations relativement ouvert, en mettant en place plusieurs instruments destinés à séparer le secteur des exportations de celui des importations. Ils ont accordé l'accès en franchise de droits à tous les facteurs de production importés, ce qui a eu pour effet de rendre le secteur d'exportation compétitif. Ils ont également adopté des mesures d'incitation fiscale en faveur des entreprises opérant dans les zones franches industrielles et séparé le marché du travail des zones franches du reste de l'économie, en accordant une plus grande souplesse aux entreprises de la zone franche en ce qui concerne le paiement d'heures supplémentaires ainsi que le licenciement des travailleurs. La diversité ethnique du pays a permis d'attirer des investissements d'Asie, alors que des politiques macroéconomiques judicieuses soutenaient un environnement politique stable, ce qui a eu pour effet de créer un environnement commercial très compétitif.

Sources: CEA 2003, Subramanian et Roy, 2003

Par la suite, il est apparu que les succès obtenus par les pays d'Asie ne s'expliquaient pas par la neutralité de l'Etat. Les Etats ont joué un rôle important en rendant les exportations compétitives, en mettant en place les mécanismes nécessaires, y compris le maintien de taux de change effectifs favorables aux exportations, et en octroyant d'importantes subventions aux

exportateurs. Ainsi, les politiques commerciales faisaient partie intégrante de stratégies globales de développement national. L'Afrique doit tirer des enseignements de l'expérience des pays d'Asie, même si cela va à l'encontre des idées actuelles sur le bien-fondé de la libéralisation du commerce, qui met trop l'accent sur la suppression des obstacles aux importations, et ne fournit que peu d'orientations sur les moyens de renforcer les capacités d'exportation et de promouvoir la diversification de l'économie. Comme le montre l'exemple mauricien (voir encadré 1.2), il est très rare, pour ne pas dire impossible, de diversifier les exportations dans le cadre d'une politique de non-intervention stricte.

Les termes employés par le Comité de haut niveau sur le financement du développement (le rapport Zedillo) sont très pertinents à cet égard. Pour les auteurs du rapport, il fallait d'abord, avant d'entamer tout cycle de négociations sur le développement de l'OMC, étudier comment justifier la protection, assortie d'un calendrier précis, de certaines industries, par pays, lors des premières étapes de l'industrialisation :

« Si mal inspiré que soit le vieux modèle de protection générale visant à encourager la création d'industries de remplacement des importations, ce serait une erreur de tomber dans l'excès inverse et de refuser de donner aux pays en développement la possibilité de promouvoir le développement d'un secteur industriel. »¹⁴

Mettre l'accent sur la diversification des exportations...

Au cours des années 90, il était devenu courant d'affirmer que le commerce jouait un rôle central en jetant les bases de la croissance et du développement économiques.¹⁵ Pendant toute la période de mise en œuvre de l'ajustement structurel, les politiques préconisées par les institutions financières internationales avaient précisément pour objectif d'ouvrir davantage les économies africaines au commerce. Toutefois, compte tenu de la part du commerce dans le PIB, il est surprenant de constater que les économies africaines sont déjà ouvertes. En effet, la part du commerce est de 62,2 % du PIB en Afrique subsaharienne, soit plus que la moyenne mondiale de 57 % et bien plus que la moyenne pour l'Amérique latine et les Caraïbes (35,9 %)¹⁶. Si on tient compte du fait que le commerce informel (c'est-à-dire non enregistré) est généralement considéré comme plus important en Afrique que dans les régions comparables et que la dégradation des termes de l'échange a eu des incidences négatives sur le continent, le degré d'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale est, ainsi, plus élevé à cet égard qu'on ne le pense en général.¹⁷

La faible participation de l'Afrique au commerce mondial reflète essentiellement le faible niveau du PIB de l'Afrique, et non le manque d'ouverture proprement dit. Par conséquent, contrairement à l'avis général, le volume du commerce n'est pas le principal défi que doivent relever les décideurs africains. Il s'agit plutôt d'une question de qualité : même si le volume des échanges n'a que peu de rapport avec le succès dans le domaine économique, les études économétriques montrent que la part des produits manufacturés dans le volume total des exportations est un indicateur plus important du succès dans ce domaine.¹⁸ La fabrication de produits manufacturés est également un des principaux moyens de promouvoir le développement de la technologie et l'innovation technique, et une économie où les produits manufacturés représentent une part plus élevée de la valeur ajoutée totale est, généralement, moins exposée aux chocs extérieurs, aux fluctuations des prix, aux conditions climatiques et aux politiques de concurrence déloyale.

Contrairement à certaines idées, il n'est pas vrai que l'Afrique n'a pas beaucoup diversifié ses exportations ces deux dernières décennies - mais, en fait, les progrès enregistrés ont été tout simplement insuffisants (voir table 1.1). Quelques pays africains, tels que l'Ouganda et le Kenya, ont augmenté leurs exportations en les diversifiant dans des domaines non traditionnels, tels que les légumes, les fruits et les fleurs. Ces résultats sont indiscutables, mais il convient, en particulier, de relever le cas d'un petit nombre de pays tels que la Tunisie et Maurice, qui ont réussi à diversifier leur économie en exportant des produits manufacturés. Bien qu'on ne puisse pas extrapoler, ces cas continuent d'être des exemples a contrario utiles et des leçons pour d'autres pays en développement d'Afrique.¹⁹

Tableau 1.1 : Produits manufacturés en pourcentage des exportations de certains pays africains, 1980-2001

	1980	1990	2001
Afrique du Sud	18,2	21,9	59,4
Algérie	0,3	2,6	2,3
Angola	12,9	0,1	...
Bénin	3,4	...	6,2
Cameroun	3,8	8,5	4,7
Comores	23,8	...	8,2
Côte d'Ivoire	4,7	...	14,5
Egypte	10,9	42,5	32,7
Ghana	0,9	...	15,8
Kenya	12,1	29,2	20,8
Maroc	23,5	52,3	64,1
Maurice	27,4	65,8	74,2
Nigéria	0,3	...	0,2
Ouganda	0,7	...	6,9
Sénégal	15,1	22,5	28,8
Togo	10,6	9,1	49,7
Tunisie	35,7	69,1	77,0
Zambie	16,0	...	12,7
Zimbabwe	35,8	30,9	28,1

Note : Les chiffres en italiques concernent les données pour 2000.

Sources : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale (2003) ; CNUCED, Manuel de statistique (2003).

L'expérience des pays qui ont réussi à diversifier leurs exportations révèle que la libéralisation du commerce à elle seule n'a pas permis à ces pays de devenir des exportateurs de produits manufacturés : dans les pays en développement qui sont dépourvus d'infrastructures, la mise en œuvre de politiques macroéconomiques judicieuses, l'ouverture du marché et les mesures d'incitation fiscale ne suffisent pas. Aussi, convient-il de faire des efforts concertés pour mettre l'accent sur le renforcement de l'offre des industries africaines. Le Rapport économique sur l'Afrique 2004 a principalement pour objet de formuler des recommandations à cet égard.

Mesures à prendre pour renforcer les performances commerciales : l'Indice de compétitivité commerciale de la CEA

Etant donné les défis susmentionnés, le Rapport économique sur l'Afrique de cette année présente un Indice de la compétitivité commerciale des pays africains. L'Indice, qui est principalement un instrument destiné aux décideurs africains, permettra à ces derniers de déterminer les domaines où leur pays a des désavantages concurrentiels par rapport aux autres pays africains. L'Indice est établi sur la base d'un échantillon de vingt pays africains. Pour tirer des enseignements utiles de la comparaison entre différents continents, l'échantillon comprend également huit pays non africains ; quatre pays d'Asie (Inde, Malaisie, Thaïlande et Indonésie) ainsi que quatre pays d'Amérique latine (Bolivie, Chili, Argentine et Brésil), des pays en développement qui avaient le même PIB par habitant que l'Afrique dans les années 60, mais ont suivi, depuis lors, des voies différentes de développement.

En se fondant, au total, sur 34 indicateurs, l'Indice de compétitivité commerciale comprend trois éléments, dont chacun concerne un aspect différent de la compétitivité commerciale : un *Indice de facilitation du commerce*, qui montre l'environnement économique et politique global favorable au commerce ; un *Indice des ressources productives*, qui mesure les intrants directement disponibles pour la production, tels que la terre et la main-d'œuvre ; et un *Indice des infrastructures* qui mesure les intrants indirectement disponibles, tels que l'infrastructure physique nécessaire à la circulation des biens et des services. Ces trois sous-indices ont été affectés d'un coefficient égal et constituent l'*Indice de compétitivité commerciale*, qui à son tour permet de recenser les pays les plus compétitifs du point de vue commercial ainsi que les problèmes à résoudre pour améliorer les performances commerciales²⁰.

Les résultats obtenus ont permis de tirer d'importantes conclusions :

1. En dépit de l'idée répandue selon laquelle les pays africains disposent de ressources abondantes, ces derniers n'ont obtenu qu'une note relativement faible en ce qui concerne l'*Indice des ressources productives*. Cela peut s'expliquer en examinant les volets de l'Indice qui comprennent des données non seulement sur les ressources naturelles, telles que les ressources en eau renouvelables, mais également sur les actifs créés tels que la qualité de la main-d'œuvre. Il s'ensuit qu'il faut consacrer plus de ressources en Afrique pour améliorer la qualité des actifs créés et du capital humain.
2. L'analyse montre un rapport effectif entre l'Indice de compétitivité commerciale et l'Indice de concentration des exportations, qui traduit le degré de diversification de la production dans la structure des exportations d'un pays donné. Ainsi, les pays compétitifs ont un plus faible taux de concentration des exportations et sont tributaires d'un plus grand nombre de produits pour leurs recettes d'exportation. Les décideurs africains doivent relever le défi et diversifier beaucoup plus leurs exportations en produisant des biens et services à plus forte valeur ajoutée et ayant un contenu technologique de plus en plus important.
3. Les différences constatées dans la compétitivité, en général, résultent surtout de la mise en place d'un environnement favorable au commerce, à savoir un environnement macroéconomique et politique ainsi que des politiques favorables au commerce. L'*Indice de facilitation du commerce* comprend des variables qui font

ressortir l'ampleur des efforts faits par un pays pour promouvoir la bonne gouvernance, du point de vue de la stabilité gouvernementale, de la qualité de l'administration et de la responsabilisation démocratique. Ce n'est pas une coïncidence si les pays africains ayant obtenu les meilleures notes en ce qui concerne la mise en place d'un environnement favorable au commerce sont également ceux qui ont obtenu les meilleures notes en ce qui concerne la compétitivité commerciale globale. Ces pays ont réussi à diversifier leur économie et obtenu les meilleurs résultats, en ce qui concerne les exportations de produits manufacturés par rapport au PIB. Ainsi, Maurice, l'Afrique du Sud, la Tunisie, l'Egypte et le Maroc sont les pays africains les plus compétitifs, alors que le Nigéria, le Mali, le Zimbabwe, le Malawi et l'Ethiopie sont les moins compétitifs.

La comparaison avec certains pays non africains montre que les indicateurs concernant la main-d'œuvre sont des éléments déterminants de la compétitivité commerciale au plan mondial. Sept des huit pays non africains sont au premier rang en ce qui concerne l'Indice de compétitivité commerciale globale, parce qu'ils ont surtout une main-d'œuvre bien éduquée et en meilleure santé. Ainsi, même si un environnement favorable au commerce est un élément déterminant de la compétitivité commerciale au niveau mondial, les pays africains devraient également s'efforcer de promouvoir la formation et la santé pour mieux s'intégrer à l'économie mondiale.

Une politique de l'emploi active...

Toutefois, il faut également créer des emplois. Il ne sert à rien d'investir massivement dans la formation du capital humain en mettant en place des programmes d'enseignement et de formation s'il n'existe pas de possibilités d'emploi. Indépendamment du bien-fondé des politiques de libéralisation commerciale, il demeure que, dans nombre de pays africains, la réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires a entraîné une forte diminution de l'emploi, les consommateurs délaissant les biens non exportés pour les produits importés. Il faut élaborer d'urgence des politiques pour résoudre le problème de la création d'emplois, un des problèmes les plus pressants de l'Afrique. Le Comité des flux de capitaux vers l'Afrique des Etats –Unis a récemment recommandé qu'on pourrait, notamment, fournir une plus grande assistance aux petites et moyennes entreprises (PME)²¹. Compte tenu du rôle important que jouent ces entreprises dans la création d'emplois et en tant que moyens potentiels d'acquisition de technologies et d'innovation technique, tous les pays industrialisés fournissent une assistance technique et financière à leurs PME²². Les pays africains doivent nécessairement créer de petites institutions commerciales nationales similaires pour coordonner la mise en œuvre de programmes globaux d'assistance aux PME. Ces institutions permettraient de : 1) mettre en œuvre des programmes d'assistance destinés à trouver des solutions aux problèmes techniques et administratifs des PME ; 2) mettre en œuvre des programmes de financement, notamment les garanties de prêt, l'équipement et le financement des exportations ; 3) coordonner les activités avec les entreprises multinationales ; 4) disposer de renseignements essentiels sur les possibilités commerciales et les possibilités d'exportation ; et 5) créer un guichet unique pour les licences, les impôts et autres questions réglementaires.

Pour les plus pauvres des pauvres, naturellement, il faudra du temps pour appliquer ces mesures, qui n'auront peut-être pas suffisamment d'impact sur leur situation. Il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que ces politiques réduisent à elles seules, dans une large mesure, le chômage des pauvres et des travailleurs non qualifiés. Dans ce cas, l'Etat pourrait financer des projets de travaux d'intérêt public (par exemple, construction de routes, infrastructures d'irrigation, etc.), en

particulier, pendant les périodes de récession économique. Un grand nombre de programmes de travaux d'intérêt public sont déjà en cours dans les Etats africains membres (voire encadré 1.3). Par exemple, au Ghana, des jeunes travaillent dans le cadre de programmes de reboisement et de travaux d'assainissement des villes²³. Même si ces programmes ont été plus ou moins couronnés de succès, un certain nombre de pays (par exemple, le Kenya et l'Ethiopie) ont également mis en œuvre des programmes «vivre contre travail». Ces programmes doivent être améliorés et étendus dans la mesure des ressources financières²⁴.

Encadré 1.3 : Le Fonds 21-21, un moyen de lutte contre le chômage en Tunisie

Le Gouvernement tunisien a pris un certain nombre de mesures pour résoudre le problème du chômage dont le taux s'élevait à 15% de la population active en 2001. La mesure la plus importante a été la mise en place d'un Fonds national pour l'emploi (plus connu sous le nom de « Fonds 21-21 ») en janvier 2000. Le Fonds a pour objet de faciliter l'intégration des demandeurs d'emploi, en particulier les jeunes, dans le marché du travail, mais ses bénéficiaires comprennent toutes les catégories de travailleurs, y compris les travailleurs non qualifiés.

Le Fonds a adopté une approche comprenant plusieurs volets pour réduire le chômage. Il comprend un programme de stages pour les jeunes défavorisés âgés de moins de 20 ans, dont la plupart ne peuvent obtenir du travail dans les entreprises pour diverses raisons sociales et économiques. Les jeunes sont orientés vers des entreprises capables de les former pendant une certaine période, leurs frais de transport étant pris en charge par le Fonds. Une formation est dispensée à ceux qui ont un faible niveau d'études pour les aider à trouver un emploi, qui leur est, en fin de compte, offert dans le cadre de divers programmes de travaux d'intérêt public. Les diplômés de l'université peuvent participer à des programmes de perfectionnement dans le domaine de l'informatique et des télécommunications ; ceux qui ont fait des études de lettres suivent une formation dans divers domaines, notamment l'enseignement préscolaire et les programmes nationaux d'alphabétisation des adultes. L'initiative la plus réussie du Fonds est le programme d'assistance destiné à aider des entrepreneurs potentiels à créer leurs petites entreprises en collaboration avec la Banque de solidarité tunisienne.

Le Fonds fournit également une assistance financière aux 35 centres de formation publics et privés, en prenant en charge leurs frais, la création de microentreprises et la mise en place de pépinières d'entreprises. Quelque 204 000 personnes en ont bénéficié, entre janvier 2000 et novembre 2002 ; l'accent a été mis sur la création d'entreprises, là où les conditions économiques étaient précaires et, ailleurs, sur la formation.

Depuis lors, la plupart des bénéficiaires ont créé leur propre entreprise ou trouvé un emploi stable. Le Fonds continue de mettre à la disposition des personnes inscrites à ses programmes et qui finissent par démarrer leur propre projet, des lignes de crédit pour garantir leurs emprunts auprès des banques commerciales. La création du Fonds national pour l'emploi s'inspire du succès du Fonds national de solidarité, dont l'objectif premier est la réduction de la pauvreté.

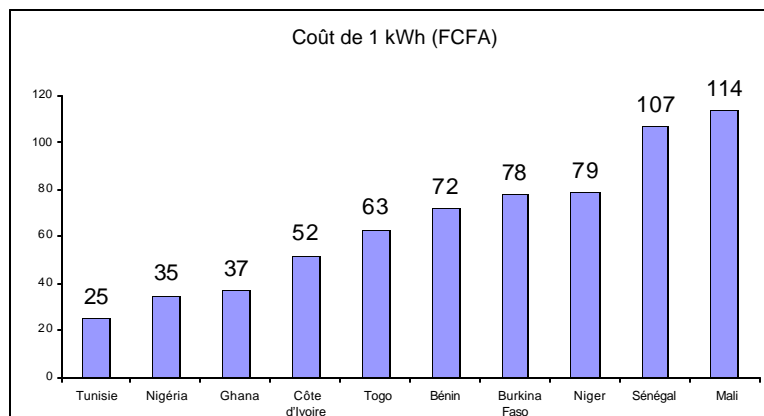
Source : CEA, à partir de sources officielles

Développer l'offre ...

Pour diversifier davantage leurs exportations, les pays africains doivent cerner, au plan interne, les grands obstacles au développement des échanges internationaux et prendre les mesures appropriées pour améliorer les conditions de l'activité commerciale. D'après les résultats d'enquêtes menées au niveau des entreprises, notamment au Sénégal, au Ghana, en Ouganda et au Kenya, les contraintes liées aux infrastructures entravent beaucoup le développement des exportations²⁵. Il va de soi que les pays africains ont besoin de bonnes infrastructures pour faire face à la concurrence sur le marché international. Plusieurs types d'infrastructures sont nécessaires: routes, transports aériens, chemins de fer, ports, etc²⁶.

Le Rapport met en relief le secteur énergétique et le rôle qu'il peut jouer pour faciliter la diversification des exportations. En dépit du potentiel de production énergétique considérable de l'Afrique, de nombreux pays ont encore des infrastructures très insuffisantes dans ce domaine ; de plus, le secteur énergétique africain est petit, au regard de la superficie et de la population du continent. En 2001, l'Afrique a produit 479,8 térawattheures, soit seulement 3,1 % de la production mondiale d'électricité. Même cette production modeste est sujette à des pannes, comme en attestent les rationnements, les chutes de tension et les pannes générales d'électricité. Le secteur énergétique ne peut guère être le moteur de la diversification des exportations africaines pour diverses raisons : affaiblissements considérables de la transmission et de la distribution ; tarifs intenable ; facteurs climatiques ; résultats techniques et financiers médiocres, mauvaise gestion ; interventionnisme inefficace de l'État, etc. La comparaison des coûts unitaires de la Tunisie – dont le secteur énergétique est étatique et l'économie très diversifiée – et des pays de l'Afrique de l'Ouest, révèle que ces coûts sont supérieurs au double, par exemple au Togo et en Côte d'Ivoire, et supérieurs au quadruple, au Sénégal et au Mali (voir figure 1.3).

Figure 1.3 : Coût du kWh en Tunisie et dans quelques pays de la CEDEAO



Le secteur énergétique africain n'a pas été en mesure de mobiliser les niveaux d'investissement étranger direct (IED) permettant de moderniser le réseau électrique. Entre 1990 et 1998, seuls 363,2 millions de dollars, soit à peine 6 % de l'ensemble des flux d'IED destinés aux infrastructures dans la région, sont allés au secteur énergétique. Les programmes d'énergie auxquels des investisseurs privés étrangers ont participé ont parfois donné de mauvais résultats ou fourni des services à un coût exorbitant – ce qui, manifestement, porte préjudice aux pauvres²⁷. Il convient cependant de noter que les gouvernements africains doivent souvent faire des choix difficiles. En moyenne, les sociétés privées se montrent plus efficaces dans des prestations telles que l'adduction d'eau ou le raccordement électrique. Cependant, les gouvernements hôtes sont-ils disposés à accepter des augmentations de tarifs, avec leur cortège de conséquences sur la distribution, pour obtenir un taux de couverture plus élevé ? À titre d'exemple, une étude menée en juin 2001 par la société britannique Halcrow Group sur les options concernant le réseau de distribution d'eau de Nairobi a conclu qu'il faudrait augmenter le tarif de 40 % pour espérer financer une quelconque amélioration de cette infrastructure²⁸.

Compte tenu des fortes contraintes budgétaires de la majorité des pays les moins avancés (PMA), la réforme des services publics existants est-elle possible à court et moyen terme ? Un rapport de l'ONU nous rappelle que: *«La tendance consistant à abandonner de plus en plus fréquemment aux marchés financiers la construction de centrales électriques et la modernisation des installations de communication, même dans des pays comme les PMA, a entraîné un sous-investissement croissant dans ces secteurs. Tous les PMA ne peuvent pas faire appel à l'IED ou y accéder rapidement pour répondre à la demande immédiate d'électricité ou d'eau»* (ONU, 2000).

Pour une meilleure utilisation des ressources énergétiques, le *Rapport économique sur l'Afrique 2004* recommande un certain nombre de principes directeurs :

1. Le contrôle étatique direct du secteur énergétique a souvent donné des résultats décevants, même si tel n'est pas toujours le cas (voir l'exemple de la Tunisie ci-dessus). Une solution consiste à transformer les compagnies d'électricité en sociétés autonomes, dans lesquelles les pouvoirs publics peuvent toujours détenir des parts.

Cependant, leur réussite et leur efficacité dépendront du degré de prise en compte des considérations économiques dans leurs opérations.

2. Les pays africains devraient promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie car celle-ci réduit les dépenses de fonctionnement, favorise l'efficacité économique et améliore la productivité et la compétitivité internationale des entreprises consommatrices d'énergie. Un programme d'utilisation rationnelle de l'énergie doit inclure des activités promotionnelles et de diffusion de l'information, pour sensibiliser davantage l'opinion aux économies d'énergie, ainsi que des incitations qui renforcent, chez les consommateurs d'énergie, les moyens et la volonté d'économiser l'énergie.
3. Les programmes d'électrification rurale peuvent également contribuer au développement du secteur énergétique et, partant, favoriser une plus grande diversification des exportations. Les gouvernements africains pourraient promouvoir l'électrification rurale en assurant plus dynamiquement et avec plus de transparence la promotion de petits systèmes énergétiques villageois.
4. Une participation accrue du secteur privé au secteur énergétique suppose une réglementation bien conçue et crédible. Celle-ci devrait prévenir tout abus de position monopolistique et limiter les augmentations de tarifs à des niveaux compatibles avec les marges bénéficiaires. Il est impératif, pour leur bon fonctionnement, que les organes réglementaires soient indépendants et à l'abri de toute pression politique, des milieux d'affaires ou autres.
5. Enfin, la promotion de l'intégration régionale dans le domaine des services énergétiques contribuerait à favoriser le développement d'un secteur énergétique en Afrique. Une étude récente de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de la Banque mondiale montre qu'une utilisation optimale des ressources énergétiques et des installations d'Afrique australe pourrait dégager des économies de l'ordre de 1,6 milliard de dollars sur 10 ans. Le développement de marchés régionaux de l'énergie demanderait des réglementations communes, en vue des échanges internationaux.

Stratégies efficaces de facilitation du commerce ...

La facilitation du commerce a été définie au sens large comme au sens strict²⁹. L'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) limitent le champ de leurs définitions à une circulation relativement libre des biens et, en particulier, aux procédures douanières et aux règlements techniques susceptibles d'entraver ou de retarder les échanges. La Banque mondiale, quant à elle, définit plus largement le champ de son programme de facilitation du commerce, qui concerne surtout les réformes dans les domaines des douanes, des cadres réglementaires et des normes. Dans le présent rapport, nous souscrivons à une définition élargie de la facilitation du commerce.

De nombreux pays africains sont conscients des avantages que comporterait une plus grande facilitation du commerce et des progrès économiques qui en résulteraient. Il s'agirait,

notamment, de la promotion du commerce et de l'investissement ; de l'abaissement du coût des transactions ; de la meilleure collecte des recettes ; et de la meilleure affectation des ressources. Il est donc nécessaire de redoubler d'efforts pour améliorer la facilitation du commerce sur le continent. Cela suppose de renforcer le réseau des infrastructures africaines, d'harmoniser et de mettre en application des instruments régionaux de facilitation du commerce, y compris les procédures douanières et administratives.

L'insuffisance générale, en densité et en qualité, de l'infrastructure des transports en Afrique gonfle les coûts de transaction. Ces derniers sont plus élevés dans les pays africains sans littoral, dont la compétitivité s'en ressent. Le commerce des pays sans littoral dépend donc de l'existence de couloirs de transit efficaces et facilement accessibles. Cela veut dire qu'en plus de leurs propres infrastructures, les économies sans littoral ont besoin d'infrastructures solides et fiables dans des pays voisins sur lesquels elles ont peu de contrôle.

Des efforts ont été déployés aux niveaux régional, sous-régional, multilatéral, bilatéral et national pour faciliter le commerce en Afrique. Les communautés économiques régionales (CER), comme le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la SADC, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), accordent une grande attention à l'harmonisation des procédures de facilitation du commerce dans leurs sous-régions respectives et à la facilitation des transports. Le Cameroun a signé des conventions sur le transport de marchandises par voie terrestre avec deux de ses voisins sans littoral, le Tchad et la République centrafricaine. Le réseau Tunisie TradeNet, lancé en 2000, offre une plate-forme de traitement de la documentation commerciale à guichet unique, reliant les principaux acteurs du commerce international; il devrait ramener la durée moyenne de dédouanement d'un envoi de huit à trois jours et entraîner un gain de productivité de 7%. Plusieurs pays africains utilisent également le Système douanier automatisé (SYDONIA), créé par la CNUCED.

Au niveau multilatéral, la facilitation du commerce est apparue au programme des négociations commerciales multilatérales lors de la première Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Singapour en décembre 1996, comme l'une des quatre «Questions de Singapour », malgré la vive opposition des pays en développement, notamment ceux d'Afrique. De nombreux pays en développement étaient opposés à la création d'un «cadre multilatéral» de facilitation du commerce non pas parce qu'ils n'étaient pas conscients de l'importance et du rôle potentiel que des disciplines peuvent jouer pour promouvoir le développement, mais parce qu'ils manquaient des ressources humaines, financières et techniques requises pour aborder la question dans un contexte multilatéral.

Mobilisation des ressources nationales...

Face à l'insuffisance des ressources extérieures, les gouvernements africains doivent en priorité promouvoir la mobilisation des ressources nationales. Les taux d'épargne et d'investissement par rapport au PIB sont demeurés faibles en 2001, dernière année pour laquelle on dispose de données, et ils sont généralement très en dessous des niveaux compatibles avec la réalisation des objectifs du Millénaire en matière de croissance et de réduction de la pauvreté. Pas moins de 27 pays de la région avaient un taux d'épargne inférieur à 10% de leur PIB en 2001, ce qui montre que les ressources nécessaires pour stimuler le développement font

cruellement défaut. L'investissement privé a augmenté, mais les taux d'investissement ne se sont pas encore remis de l'effondrement subi pendant les processus d'ajustement structurel.

En fait, l'investissement public a nettement chuté, sans qu'une hausse de l'investissement privé vienne compenser ces pertes. Vu l'importance des complémentarités et des synergies entre investissement public et privé, la reprise de l'investissement du secteur public dans les infrastructures essentielles, la santé et l'éducation est absolument nécessaire.

Le Rapport examine également le rôle potentiel des marchés financiers africains. La meilleure façon de financer des entreprises a fait couler beaucoup d'encre, et certains auteurs soulignent les difficultés liées à une dépendance excessive envers les marchés boursiers pour les pays en développement les plus pauvres³⁰. L'expérience de l'Afrique confirme certaines de ces critiques. En effet, malgré leur taille réduite par rapport aux normes mondiales, les marchés financiers africains ont enregistré des hausses considérables au cours des dix dernières années. Les données disponibles, concernant 17 des 18 marchés boursiers africains, indiquent qu'entre 1990 et 2002, la capitalisation boursière en pourcentage du PIB a nettement augmenté dans 16 pays. Si on les compare aux marchés boursiers des pays développés, dont les résultats ont été médiocres ces deux dernières années, de nombreux marchés africains ont relativement bien réussi, ce qui montre que l'Afrique est en partie protégée des chocs financiers mondiaux par sa faible intégration dans l'économie mondiale. Les fortes augmentations de la valeur des titres échangés se sont surtout produites dans les locomotives régionales que sont l'Égypte, le Maroc et l'Afrique du Sud.

Les marchés boursiers africains restent toutefois en marge des marchés mondiaux et des marchés émergents: leur part de la capitalisation du marché mondial a chuté de 1% en 1992 à 0,7% en 2001. Cette performance médiocre est due à des contraintes extérieures et institutionnelles qui entravent la croissance des marchés boursiers africains. L'instabilité politique et la médiocrité des résultats macroéconomiques empêchent le développement de places boursières dynamiques, et les infrastructures des marchés boursiers comme les mécanismes de règlement des transactions sont souvent insuffisants. Les marchés pâttissent souvent d'un manque grave d'informations ou de l'inefficacité des régimes réglementaires.

Compte tenu du rôle relativement marginal des marchés boursiers africains dans le financement du système de production, le renforcement des systèmes bancaires nationaux est de toute évidence une priorité. Malheureusement, là aussi, de nombreuses lacunes doivent être corrigées. Malgré la pression exercée sur les pays africains ces 20 dernières années pour qu'ils libéralisent leur secteur financier, les résultats du secteur bancaire ne se sont pas vraiment améliorés et les portefeuilles sont encore dominés par des emprunts non performants et un excès de liquidités. À l'inverse, le système financier informel a été relativement dynamique et s'est développé pour répondre aux besoins financiers des entreprises du secteur informel. Des lacunes dans les services financiers se sont également fait jour. Plusieurs auteurs ont évoqué le «milieu manquant» africain; en d'autres termes, les emprunteurs potentiels sont soit trop grands pour les prêteurs informels, soit trop petits pour les prêteurs officiels³¹. Cela ne sert pas la cause de la diversification des exportations. Les décideurs doivent rapidement régler la question de la réforme du système bancaire pour que ce dernier puisse bien remplir sa fonction sociale et de développement.

Les défis de la réforme fiscale face à la libéralisation des échanges

Parce que les gouvernements africains sont tributaires des taxes prélevées sur les échanges, ils doivent chercher à maintenir l'assiette de l'impôt et à préserver la stabilité macro-économique malgré la libéralisation des échanges. Les responsables politiques des autres régions accordent de plus en plus d'attention à ce problème. Par exemple, tous les pays d'Amérique latine, à l'exception d'El Salvador, ont adopté des réformes fiscales ou sont en train de le faire.³²

Les réformes fiscales revêtent une importance particulière pour l'Afrique, où, de façon générale, l'assiette de l'impôt est extrêmement réduite. De plus, les taxes sur le commerce extérieur constituent un élément important des recettes des pays africains dont l'administration fiscale est inefficace. Pendant la dernière décennie, l'impôt sur le commerce extérieur a produit, en moyenne, 28,2% du total des recettes courantes sur l'ensemble du continent ; en Afrique subsaharienne, cette part a atteint 30,5%. Elle est de 0,8% pour les pays à revenu élevé de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de 11,5% pour les pays à revenu intermédiaire supérieur, de 18,42% pour les pays à revenu intermédiaire de la catégorie inférieure et de 22,5% pour les pays à faible revenu. En outre, si d'après les données, le reste du monde est de moins en moins tributaire des taxes sur les échanges, en Afrique, la tendance est au maintien, voire à une légère hausse.

En conséquence, la libéralisation des échanges est une source potentielle d'instabilité budgétaire pour les pays africains. La crainte de perdre des recettes fiscales est l'une des raisons souvent évoquées pour retarder les réformes des politiques commerciales dans les pays à faible revenu. Pourtant, certains éléments du programme de libéralisation des échanges peuvent avoir une incidence positive sur les recettes. On peut entre autres citer le remplacement des barrières non tarifaires par des droits équivalents moins élevés, la suppression des exonérations des droits de douane et des subventions commerciales. En outre, les réductions tarifaires peuvent également entraîner une hausse de l'ensemble des recettes si elles donnent lieu à une augmentation substantielle des flux commerciaux. Les mesures prises dans le cadre de la libéralisation des échanges peuvent aussi être associées à d'autres réformes fiscales et financières, pour atténuer l'incidence de la libéralisation des échanges sur les recettes publiques.

Pour la plupart des pays africains, la stabilisation budgétaire reste problématique. Malgré quelques améliorations dans la seconde moitié des années 90, le déficit budgétaire moyen, au niveau du continent (à l'exception des subventions), s'établissait en 2002/2003 autour de 7% du PIB. Ce déficit s'explique par les résultats macroéconomiques, les taux de croissance, les chocs dus aux fluctuations des termes de l'échange et d'autres facteurs politiques. Une fois ces causes maîtrisées, les effets de la libéralisation des échanges sur les recettes et les déficits budgétaires dépendent du niveau initial des restrictions commerciales. Lorsque, dès le départ, celles-ci sont très importantes, la libéralisation des échanges entraîne une augmentation des recettes douanières et une baisse des déficits. Par contre lorsqu'à l'origine, les restrictions commerciales sont minimales, une libéralisation plus poussée entraîne une diminution des recettes, ainsi qu'un creusement du déficit, sauf lorsque les pouvoirs publics prennent des mesures appropriées. Les premières étapes de la libéralisation posent donc, de toute évidence, moins de problèmes budgétaires qu'une libéralisation à un stade ultérieur. Parce qu'ils ont déjà procédé à une libéralisation des échanges dans les années 90, les pays africains ont toutes les chances de subir une perte importante de leurs recettes fiscales en poursuivant le processus de libéralisation (voir encadré 1.4).

Encadré 1.4: Les Accords de partenariat économique (APE) et leurs incidences sur les finances publiques

Parmi les initiatives les plus importantes de ces dernières années, on peut citer les Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne (UE) et chacune des sous-régions de l'Afrique subsaharienne. Les APE sont un prolongement de l'Accord de Cotonou conclu avec le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et ont été examinés pour la première fois en 2000. Malgré de nouvelles initiatives de l'Union européenne (comme l'Initiative "Tout sauf les armes" susmentionnée), les résultats des accords préférentiels ont dans l'ensemble été décevants. Par exemple, pendant les deux premières décennies de la mise en œuvre de l'accès préférentiel aux marchés de l'Union européenne, dans le cadre des accords de Lomé, les exportations des pays ACP vers les marchés de l'Union européenne ont accusé un recul, passant de 6,7% du total mondial des exportations en 1975, à 2,7% en 1995. Ce recul s'explique, bien sûr, par le fait que la plupart des pays ACP pauvres sont prisonniers d'une structure des exportations où les matières premières occupent une large place, alors que leur part dans le commerce mondial a connu un fléchissement continu. Toutefois, il est évident que les concessions faites aux pays ACP n'ont pas réussi à contrebalancer ce déséquilibre structurel.

On peut donc considérer que l'initiative APE est née du mécontentement croissant suscité par les accords d'accès préférentiel et du réexamen ultérieur, par l'Union européenne, des politiques commerciales menées en direction des pays en développement les plus pauvres. L'établissement d'accords de libre échange avec l'Union européenne, prévu dans le cadre des APE, représente donc un énorme défi pour les pays africains. Ces accords les obligeront, non seulement à libéraliser entièrement leurs régimes commerciaux avec l'Union européenne, mais aussi à lancer toute une série de réformes institutionnelles et réglementaires. Il s'agit de l'un des principaux avantages des APE : ils insufflent une "discipline" plus grande dans le processus de réformes institutionnelles et "enferment" les pays subsahariens dans un programme de réformes, afin de rendre leur économie plus compétitive sur le plan international.

Toutefois, l'effet des APE sur les recettes publiques est source de préoccupation. Dans les pays subsahariens, les recettes douanières représentent toujours en moyenne 2% du PIB et, dans certains cas, elles atteignent 4 à 6% du PIB (Hinkle et. al., 2003). Pour les pays les plus tributaires des échanges avec l'Union européenne, tels que la République centrafricaine ou l'Ouganda, la perte des recettes douanières provenant des importations pourrait représenter un pourcentage important de l'ensemble des recettes publiques et atteindre 20%.

L'Union européenne est consciente de ce problème et elle a promis d'apporter une assistance financière substantielle pour aider à la restructuration industrielle et compenser les pertes de recettes douanières. Malheureusement, le précédent des Accords euro-méditerranéens, où le niveau du financement octroyé par l'UE au titre des programmes de mise à niveau en Afrique du Nord a été relativement faible, n'incite pas à l'optimisme (Guggenbuhl et Theelen, 2001). Les pays africains savent qu'en raison de l'élargissement de l'Union et de nombreux autres engagements, le budget européen est déjà trop sollicité. Il se peut donc que l'Union européenne ne puisse respecter ses engagements en ce qui concerne l'importante aide économique destinée à financer la période de transition. L'idée

que les autres aides financières additionnelles puissent être assorties de nouvelles conditionnalités est aussi source d'inquiétude. C'est ce qui explique, dans une large mesure, le peu d'enthousiasme manifesté par certains pays ACP et subsahariens face à cette initiative. Les négociations devaient initialement démarrer en septembre 2003, mais les îles du Pacifique ont indiqué qu'elles ne seraient pas prêtes pour des négociations avant novembre 2004. L'Afrique de l'Ouest (à savoir l'Union économique et monétaire ouest-africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) s'est effectivement retirée des premières négociations à la fin de 2003 et a demandé, dès le départ, un engagement de l'Union européenne avant toute reprise des négociations (Morrissey et. al, à paraître).

Sources: Guggenbuhl et Theelen, 2001, Morrissey et. al, à paraître

Dans la plupart des pays africains qui avaient enregistré les progrès les plus rapides dans le domaine de la libéralisation des échanges au cours des 10 dernières années, les recettes provenant des taxes sur le commerce extérieur ont sensiblement baissé. Toutefois, pour certains, comme le Maroc, le Ghana, la Tunisie et le Sénégal, cette baisse n'a pas entraîné une hausse des déficits. Sur la base de l'expérience de ces pays, on peut donc concevoir des mesures pour amortir les effets négatifs des réformes commerciales. Premièrement, il conviendrait de coordonner la libéralisation des échanges avec des mesures concernant les recettes et les dépenses des budgets nationaux, notamment en augmentant les taxes directes et indirectes au niveau national, en renforçant les administrations douanières et les services des impôts et en rationalisant les dépenses publiques. Deuxièmement, un environnement macroéconomique favorable est indispensable, lors de la libéralisation des échanges, pour éviter les déséquilibres budgétaires.

Conclusions - une approche stratégique des politiques commerciales

Le *Rapport économique sur l'Afrique 2004* présente les progrès réalisés par l'Afrique au cours de ces dernières années. Après les résultats économiques décevants des années 80 et 90, les taux de croissance économique par habitant pour l'ensemble du continent sont redevenus positifs et les résultats macroéconomiques relativement bons. Toutefois, les taux de croissance de l'Afrique restent bien inférieurs à la moyenne annuelle de 7% requise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, la relance économique est fragile et, dans certaines régions de l'Afrique, elle reste excessivement tributaire de meilleures conditions climatiques et de meilleures récoltes, toutes choses difficilement prévisibles. Un certain nombre de conflits politiques et militaires continuent eux aussi de mettre en péril les réalisations de ces dernières années.

Pour consolider ces résultats économiques, un certain nombre de priorités à long terme doivent être prises en compte, les plus importantes étant l'augmentation des taux d'épargne et d'investissement national, la croissance des investissements dans les ressources humaines et des résultats plus dynamiques dans le domaine des exportations. Le présent rapport indique la voie à suivre pour renforcer la compétitivité des économies africaines. Les responsables politiques africains devront se concerter davantage pour promouvoir les capacités d'exportation et faciliter la diversification structurelle, grâce à l'adoption de mesures de diversification cohérentes. En fin de compte, il s'agit de revoir les moyens mis en oeuvre, à ce jour, par l'Afrique, pour parvenir à s'intégrer dans l'économie mondiale. Même si ces aspects sont implicites dans le cadre

d'initiatives telles que le NEPAD, il convient, à notre avis, de les énoncer plus clairement à l'avenir.

Malgré l'argument principal du présent rapport - à savoir qu'en dernière analyse, le succès de la promotion des exportations et des changements structurels dépend des gouvernements africains eux-mêmes - il faut reconnaître que la plupart des pays africains ont besoin, pour procéder à une telle diversification, de ressources supérieures aux sommes pouvant être mobilisées au niveau national. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED, 2003) a évoqué la nécessité de concevoir un mécanisme de financement au niveau international, pour aider ces pays à mettre au point un système de rationalisation et de diversification de l'offre, afin de supprimer l'offre excédentaire des matières premières traditionnelles sur les marchés. Toujours selon la CNUCED, il faudrait peut-être revoir le concept d'un "fonds de diversification" à l'intention des pays africains.³³

Entre-temps, il faut que l'Afrique obtienne de toute urgence des résultats plus tangibles, dans le cadre du système commercial multilatéral. La mise en place d'un cadre international plus favorable pour les exportations africaines, grâce à la suppression, par les pays industrialisés, des obstacles au commerce, est une condition *sine qua non* du préalable au développement de l'Afrique. Les responsables, en Afrique et ailleurs, devraient prendre conscience de l'urgence de ces réformes. A court et à moyen termes, les pays africains devraient renforcer davantage leur compétitivité. Par ailleurs, il ne faudrait pas fermer les portes en imposant des limites déraisonnables en ce qui concerne les traitements spéciaux et différentiels nécessaires, pour aider les pays africains à participer à l'économie mondiale. A long terme si, en dépit d'efforts crédibles de la part des pays africains, le système multilatéral de libéralisation des échanges ne donnait pas les résultats escomptés, la libéralisation des échanges et le système multilatéral pourraient alors faire l'objet d'un véritable rejet. La libéralisation des échanges a certes un rôle important à jouer dans la stratégie globale de développement économique et social, mais le principe primordial devrait consister à souscrire aux politiques qui donnent des résultats substantiels dans un laps de temps raisonnable. Les dirigeants africains et les responsables des pays industrialisés devraient prendre conscience que le temps leur est compté.

Références

Anderson, K., B. Dimaranan, J. Francois, T. Hertel, B. Hoekman et W. Martin, "The Cost of Rich (and Poor) Country Protection to Developing Countries", *Journal of African Economies*, 10 (3), Special Issue, 2001, pp.227-257.

Bannister, Geoffrey J. et Kamau Thugge (2001), "International Trade and Poverty Alleviation", FMI, Working Paper WP/01/54.

Barrett, C., S. Holden et D. Clay (2004), "Can Food-for-Work Programmes Reduce Vulnerability?," Discussion Paper #D-07/2004, Department of Economics and Resource Management, Agricultural University of Norway.

Fosu, A. K. (2002a), "The Global Setting and African Economic Growth," *Journal of African Economies*, 10 (3), pp.282-310.

——— (2002b), “Transforming Economic Growth to Human Development in Sub Saharan Africa: the Role of Elite Political Instability,” *Oxford Development Studies*, 30 (1), pp.9-19.

——— (2003), ‘Political Instability and Export Performance in Sub-Saharan Africa,’ *Journal of Development Studies*, Vol. 39, n°4, avril, pp.68-82.

Guggenbuhl, A. et M. Theelen (2003), “The Financial Assistance of the European Union to its Eastern and Southern Neighbours: a Comparative Analysis,” dans M. Maresceau et E. Lannon, *The EU’s Enlargement and Mediterranean Strategies: A Comparative Analysis*, Palgrave, Basingstoke .

Hinkle, L.E., A. Herrou-Aragon et K. Kubota (2003), “How Far Did Africa’s First Generation Trade Reforms Go? An Intermediate Methodology for Comparative Analysis of Trade Policies”, Région afrique, document de travail, n°58, Banque mondiale, Washington D.C.

Mattoo, Aaditya, Devesh Roy et Arvind Subramanian (2003), “The African Growth and Opportunity Act and its Rules of Origin: Generosity Undermined?” *The World Economy*, Vol. 26, Issue 6, Juin, pp.829-851.

McKay, Andrew, L. Alan Winters et Abbi Mamo Kedir (2000), “A Review of Empirical Evidence on Trade, Trade Policy and Poverty”, juin, background document for the Second Development White Paper (DFID), Royaume Uni.

Morrissey O., C. Milner et A. McKay (2003), “A Critical Assessment of Proposed EU-ACP Economic Partnership Agreements, dans A. Mold (ed.), *EU Enlargement in a Changing World: Challenges for Development Cooperation in the 21st Century*, Londres: Taylor and Francis.

Ninda, Nitay (2003), “WTO and Trade Facilitation: Some Implications” EPA Commentary, juin 28, 2003.

Nissanke, Machiko et Aryeetey, Ernest (1998), “ Financial Integration and Development: Liberalization and Reform in Sub-Saharan Africa”, Routledge Studies in Development Economics.

Nwuke, Kasirim (2002), “Youth and Employment in Africa”: Paper prepared for the Youth Employment Summit, CEA, Background Paper n°1, Septembre 2002, Addis Abeba, Ethiopie.

Simon, David (2003), “Official Development Assistance and the Millennium Development Goals- A Baseline report prepared for the Millennium Project Secretariat and the Task Force on Poverty”, Draft, octobre 29, 2003.

Singh A. et B. Weisse (1998), “Emerging Stock Markets, Portfolio Capital Flows and Long-term Economic Growth: Micro and Macroeconomic Perspectives,” *World Development*, Vol. 26, n°4, pp.607-622.

Subramanian, A. et D. Roy (2003), “Who Can Explain the Mauritian Miracle? Meade, Romer, Sachs or Rodrik?” dans D. Rodrik (ed.), *In search of Prosperity – Analytical Narratives on Economic Growth*, Princeton University Press, Oxford.

CNUCED (2002), *World Investment Report 2002 – Transnational Corporations and Export Competitiveness*, New York et Genève.

——— (2003a), *The Least Developed Countries Report 2002– Escaping the Poverty Trap*, New York et Genève.

——— (2003b), *Trade Preferences for LDCs: An Early Assessment of Benefits and Possible Improvements*, , New York et Genève.

——— (2004), *Trade Performance and Commodity Dependence*, , New York et Genève.

US Commission on Capital Flows to Africa (2003), “A Ten-Year Strategy for Increasing Capital Flows to Africa,” <http://www.iie.com/publications/papers/africa-report.pdf>.

US Department of Commerce (2003), “US-African Trade Profile”, Washington D.C.

Banque mondiale (2000), “Can Africa Claim the 21st Century?”, Washington D.C.

——— (2003) indicateurs du développement dans le monde.

¹ Voir Fosu (2002) et (2003).

² Une aide s'élevant à plus de 12 milliards de dollars É.-U., sous forme essentiellement d'assistance technique et d'urgence aux pays en développement, est liée (ou du moins partiellement liée) aux exportations du pays fournisseur, ce qui réduit le montant reçu par le pays bénéficiaire de 25 à 40%.

³ A la fois sur la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique (AGOA) et l'initiative «Tout sauf les armes», voir les études publiées récemment par la CNUCED (2003b).

⁴ « AGOA Gives Strong Boost to South African Exports to US » www.allafrica.com, 08/08/2003.

⁵ Département du commerce des Etats-Unis – US African Trade Profile, Mars 2003.

⁶ « Trade Liberalization under the Doha Development Agenda : Options and Consequences for Africa ».

⁷ Les changements d'orientations prévus par le scénario «faible» sont des réductions tarifaires (36% sur les produits agricoles, et 20% pour toutes les autres marchandises); une réduction de 20% des subventions à l'exportation; une réduction de 20% du soutien interne; et une réduction de 1% de la facilitation du commerce. Le scénario «modeste» prévoit une réduction tarifaire de 50% sur tous les biens; une réduction de 50% des subventions à l'exportation, et de 1,5% sur la facilitation du commerce. Le scénario «complet» prévoit une annulation des tarifs douaniers, des subventions à l'exportation et du soutien interne, et une réduction de 3% de la facilitation du commerce.

⁸ Rapport économique sur l'Afrique sur la dépendance à l'égard des produits de base.

-
- ⁹ Voir aussi CNUCED (2003) « Le développement économique en Afrique : résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base ».
- ¹⁰ Banque mondiale (2000), L'Afrique peut-elle revendiquer le 21^{ème} siècle ? Pages 20 à 22.
- ¹¹ Voir Lall (2003), en particulier.
- ¹² Voir Chang (2003). Pour ce qui est de la forme que devrait prendre la politique industrielle à l'ère de la mondialisation, voir l'analyse de Reich (1991).
- ¹³ Voir Chang (2003). Pour ce qui est de la forme que devrait prendre la politique industrielle à l'ère de la mondialisation, voir l'analyse de Reich (1991).
- ¹⁴ Groupe de haut niveau sur le financement du développement, page 9.
- ¹⁵ La référence classique en matière d'importance des échanges dans les stratégies de développement est Warner et Sachs (1998).
- ¹⁶ Données tirées des Indicateurs du développement mondial (IDM) pour 2003.
- ¹⁷ Bien que le volume des échanges ne soit que faiblement lié à la réussite économique, les enquêtes économétriques montrent que la part des exportations que représentent les produits manufacturés dans le total des exportations est un indicateur plus fiable de cette réussite (Fosu 2002).
- ¹⁸ Voir, entre autres, Fosu (2001).
- ¹⁹ Le Togo se détache nettement par son statut de pays ayant apparemment un niveau d'exportations supérieur à la norme africaine. Toutefois, ce chiffre élevé résulte principalement des transbordements, et non pas de la diversification de la structure économique qui s'orienterait plus vers la transformation.
- ²⁰ (en cours de recherche).
- ²¹ Commission des Etats-Unis sur les flux de capitaux vers l'Afrique, 2003.
- ²² La US Small Business Administration en est un exemple.
- ²³ Voir Kasirim Nwuke, « Youth and Employment in Africa », document rédigé en vue du Youth Employment Summit, document de référence No.1, septembre 2002, CEA, Division des politiques économiques et sociales.
- ²⁴ Voir l'étude récente de Barrett, Holden et Clay (2004). Le Maharastra Employment Guarantee Scheme, un programme qui, en Inde, offre le salaire minimum aux travailleurs en zone rurale lors de périodes économiquement difficiles, et qui est financé par un impôt sur la consommation perçu dans les zones urbaines est un bon exemple de ce type de modèle.
- ²⁵ (en cours de recherche).
- ²⁶ Voir les études sur l'état de l'intégration régionale en Afrique (ARIA) pour des analyses des autres types d'infrastructures des transports.
- ²⁷ Pour l'analyse de ce phénomène, voir Ford (2002) et Globalization Challenge Initiative (2002). Plus d'une fois, la Banque mondiale a mis en cause des accords passés entre des multinationales et des gouvernements africains, notamment dans le cas du marché d'une valeur de 800 millions de dollars passé entre Enron et le Gouvernement nigérian. La Banque mondiale et des consultants étrangers ont été largement cités pour s'être opposés aux termes de cet accord, leur argument étant que, dans sa hâte de résoudre les problèmes de fourniture d'électricité, le Gouvernement nigérian avait offert à Enron des termes bien trop favorables (Economist Intelligence Unit, 2000; 30).

²⁸ Voir Ford (2002 :19)

²⁹ Nitay Nanda, « WTO and Trade Facilitation. Some implications », commentaire paru dans EPW, 28 juin 2003.

³⁰ Voir Singh et Weisse (1998).

³¹ Voir « Financial Integration and Development : Liberalization and reform in Sub-Saharan Africa », Routledge Studies in Development Economics 11, par Machiko Nissanke et Ernest Aryeetey, 1998.

³² Voir le Rapport Annuel de la CEPALC (2003 :14).

³³ Voir CNUCED (2003), op.cit., pages 56-57.